

timents ! Quand votre ambassadeur a appris que dans les rues de Rome nos pèlerins étaient arrêtés, violentés, notre drapeau foulé aux pieds, et que de toute part on criait : Mort aux français ! Vive Sedan ! il n'a eu qu'une pensée : Ce sont des catholiques, c'est bien fait ! Et quand vous avez vu rentrer en France nos pèlerins humiliés, comblés d'outrages, vous n'avez trouvé qu'une chose à leur dire : C'est votre faute, tant pis pour vous, n'y revenez pas ! L'aveu en échappait, il y a quelques jours, à un de vos amis qui s'écriait à la Chambre : Ils ne l'ont pas volé !

La vérité, messieurs, c'est que chez les hommes qui nous gouvernent, il y a un sentiment qui domine tous les autres : la soumission aux ordres de la franc-maçonnerie. La vérité, c'est que chez eux la haine des catholiques passe avant tout, même avant l'amour de la patrie.

Le président interrompant :

— Parler-vous en votre nom ou au nom de votre client ?

— Je parle au nom de mon client et au mien.

Le président. — Votre serment professionnel ne vous permet pas d'attaquer directement l'Etat.

— Je n'attaque point l'Etat, monsieur le président, mais j'use de mon droit en censurant vos actes. Pour résumer toute ma pensée, je dis que le grand malheur de cette affaire, c'est que les hommes qui nous gouvernent ont eu le cœur franc-maçon avant d'avoir le cœur français. Eh ! bien, je dis qu'il y a eu là un crime de lèse nation.

Quand nous sommes en France, attaquez-nous tant que vous voudrez, traitez-nous en ennemis, en parias, accordez-nous moins de liberté qu'à Constantinople et en Irlande. Vous avez tort, car vous affaiblissez la patrie, et vous lui préparez des jours mauvais ; mais enfin, c'est à nous de nous défendre, et nous nous défendrons !

Mais à l'étranger le Français n'est plus monarchique, ni républicain, ni catholique, ni libre-penseur, ni socialiste. Comment ! ne savez-vous pas que le Français c'est le drapeau ? C'est à cette circulaire que Mgr Gouthé-Soulard a répondu. Sa lettre, dites-vous est irrespectueuse, violente, sans mesure !

Irrespectueuse, expliquons-nous : il y a entre les évêques et les ministres des traditions de déférence réciproque et les évêques n'y manquent pas sans motif, car comme l'a dit Monseigneur, l'Eglise est l'école du respect.

Mais les évêques ne doivent pas respect aux ministres, ils le leur accordent librement, quand les ministres savent le mériter ; ils ne sont pas les subordonnés du ministre comme un colonel en face de son gé-